Courrier de mission : Pasteur.e.s de là-bas, ici

Du 10 au 12 octobre s'est tenue au Défap une première session d'accueil de pasteurs arrivant de l'étranger et accueillis dans des Églises de France. Vincent Nême-Peyron, Président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie de France, et Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon, reviennent au micro de Marion Rouillard sur la genèse et sur les buts du projet.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de l'étranger © Défap

Une première session pour accueillir les pasteurs d'origine étrangère, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

Courrier de mission : rencontre avec la théologienne Madeleine Mbouté

Doyenne de la faculté de théologie de Ndoungué, où sont formés les pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun, Madeleine Mbouté était fin septembre l'invitée de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Elle y évoque des thématiques qui lui tiennent à cœur et sur lesquelles la faculté qu'elle dirige s'efforce de faire évoluer les mentalités : la place des femmes et l'éthique chrétienne.



Madeleine Mbouté © DR

« Quand on a adhéré au message du salut donné par Jésus-Christ, inévitablement, notre vie devient une bible ouverte. » C'est armée de cette conviction forte que Madeleine Mbouté dirige la faculté de théologie de Ndoungué, dont elle est doyenne et où elle enseigne depuis 13 ans la théologie systématique. Actuellement présente en France, elle était l'invitée, le 28 septembre, de Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap », diffusée le quatrième mercredi de chaque mois sur Fréquence protestante.

Entretien avec Madeleine Mbouté, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 septembre 2022 sur Fréquence Protestante

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée

séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. C'est une institution partenaire du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Sous l'impulsion de sa doyenne, la faculté de théologie de Ndoungué travaille sur des sujets cruciaux comme la place de la femme dans l'Église ou les questions d'éthique chrétienne. Des thématiques qui, au-delà de l'Église elle-même, concernent toute la société camerounaise, dont l'histoire et les valeurs ont été fortement marquées par l'influence protestante : les missions protestantes se sont succédé dans ce pays du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'UPAC, à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%.

Place des femmes : « 17 femmes ont été ordonnées pasteures en juillet »

Au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, souligne Madeleine Mbouté, les femmes ont une place essentielle. Au quotidien, elles travaillent « à l'éducation des enfants, dans les œuvres sociales, dans l'encadrement des déshérités ». Elles peuvent aussi faire des études de théologie, devenir pasteures et cadres de l'Église. Comme le note Madeleine Mbouté, « Henriette Mbatchou, qui a été présidente de la Cevaa (la Communauté d'Églises en mission), est de notre Église ». Mais c'est une conquête récente et qui nécessite encore de poursuivre les efforts pour mieux reconnaître la place des femmes. Dans cette évolution, une missionnaire d'origine

hollandaise de l'Église Réformée des Pays-Bas, Jansen Mechteld, qui fut la toute première pasteure à travailler, de 1989 à 1993, dans une paroisse de l'EEC à Foumban, a joué un rôle de déclencheur en bousculant les mentalités au sein de l'Église. « L'EEC a commencé à accepter des femmes en formation théologique en octobre 1992 », rappelle ainsi Madeleine Mbouté. Néanmoins, il a fallu attendre l'année 2001 pour qu'elle consacre ses premières pasteures. Depuis les années 90, « une quarantaine de femmes ont été formées dans notre école de théologie à Ndoungué, mais aussi à l'UPAC ». Mais si les pasteures de l'EEC « assument leurs responsabilités avec dévouement et efficacité », aujourd'hui encore, elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Madeleine Mbouté se veut toutefois confiante dans l'évolution des mentalités au sein de son Église : « sur les 126 pasteurs qui ont été consacrés le 24 juillet dernier, il y avait 17 femmes ». Une évolution à laquelle elle travaille régulièrement à travers l'organisation de colloques et de séminaires.

Les questions d'éthique chrétienne sont un autre grand sujet auquel se consacre Madeleine Mbouté. Un thème difficile au sein d'une société marquée par de nombreuses dérives, qui n'épargnent pas toujours les Églises. « Tout au long de l'année académique 2021-2022, note-t-elle, nous avons tenu des séminaires en master 1 et 2 sur la thématique de la christologie de conquête et de reconquête ». Une manière de dire que les chrétiens doivent assumer de porter dans la société des valeurs inspirées de leur foi : « c'est quand on a accepté l'amour de Jésus-Christ pour nous, son sacrifice pour notre vie, que les fruits éthiques peuvent accompagner notre vécu au quotidien ». C'est d'ailleurs pour travailler sur ces questions d'éthique qu'elle est actuellement en France, ce qui lui permet d'accéder à la bibliothèque de l'Institut Protestant de Théologie et de s'entretenir avec des enseignants, notamment la doyenne Valérie Nicolet. « J'avais fait une analyse il y a 13 ans sur la crise spirituelle au

sein du protestantisme camerounais », rappelle-t-elle. Après des années d'enseignement à Ndoungué, elle a repris « des recherches pour mieux comprendre les causes de cette crise, ce qui y a conduit l'Église ; et pour mieux comprendre le comportement des chrétiens dans la société ».

En communion avec l'Action Chrétienne en Orient

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO), organisme missionnaire proche du Défap et qui met en relation, depuis 1922, les communautés chrétiennes d'Occident avec celles de pays comme la Syrie, le Liban, l'Iran ou l'Égypte, vont tourner en ce début d'octobre autour de l'accueil de grands témoins internationaux, d'abord en Alsace, puis à Paris. À l'occasion du culte organisé dimanche prochain à Strasbourg, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée par des témoins de différents pays à l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune.



Mathieu Busch, pasteur et directeur de l'ACO, lors d'une animation dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

Les célébrations du centenaire de l'Action Chrétienne en Orient (ACO) ont déjà commencé dans la région de Strasbourg, avec deux déléguées venues en avance : **Houri Moubahiajian (de Syrie) et Taline Mardirossian (du Liban)**, de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Elles découvrent Strasbourg, l'Alsace et de nombreux lieux et acteurs de l'UEPAL. Au programme : participation à un culte missionnaire à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la maison protestante de la solidarité, de la Médiathèque Protestante, du musée Oberlin, de la faculté de théologie protestante, découverte de la paroisse de la Meinau, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux…



L'ACO reçoit à Strasbourg la Syrienne Houri Moubahiajian et la Libanaise Taline Mardirossian © ACO

Le week-end qui vient marquera **le lancement officiel des célébrations**, avec un premier événement organisé samedi 1er octobre au Temple Neuf qui accueillera, tout au long de l'après-midi, des tables rondes et **un concert**. Deux de ces tables rondes évoqueront notamment le positionnement et l'action des Églises orientales, dans des pays où se multiplient les crises : « Espérer en temps de crise » avec le pasteur libano-syrien Hadi Ghantous, et « Le travail humanitaire des Églises du Proche-Orient », avec le pasteur et théologie Wilbert van Saane de la NEST (faculté de théologie protestante de Beyrouth). Puis, le dimanche 2 octobre, débutera à 10 heures le culte du centenaire en l'église protestante Saint-Pierre-le-Jeune, en plein centre de Strasbourg.

À cette occasion, nous vous invitons à reprendre la prière d'intercession qui sera prononcée lors du culte par des témoins venus de différents pays :

Seigneur, notre Dieu, nous voulons joindre les mains pour te confier, avec espérance, les défis de notre monde et les souffrances de ceux qui luttent pour une vie digne.
Nous te prions pour l'Orient, pour tous ces pays violemment touchés par de nombreuses crises et conflits, et pour toutes ces personnes frappées par l'injustice de situations cruelles qu'elles n'ont pas choisies.
Seigneur, avec espérance nous te remettons nos frères et sœurs d'Orient.
Nous te prions pour l'Occident, pour ces pays dit développés et puissants mais qui connaissent aussi de grandes fragilités : le conflit en Ukraine, la tentation de la fermeture et du rejet de l'autre, l'inquiétude des plus défavorisés.

- *Nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre*

Seigneur, avec espérance nous te confions nos frères et sœurs d'Occident.
Nous te prions pour tous ceux qui dans notre monde sont forcés de quitter leurs foyers sous le coup de la guerre, de conditions de vie dégradées, du changement climatique.
Seigneur, avec espérance nous te confions tous les déplacés et les exilés de notre terre.
Nous te prions pour notre planète bouleversée par l'impact des activités humaines qui mettent en péril l'existence de nombreuses espèces végétales et animales, la régulation du climat et les conditions de vie de millions d'êtres humains.
Seigneur, avec espérance nous te confions l'immense écosystème rempli de vie que forme notre terre.
Nous te prions pour ton Église, à la fois universelle et

riche de sa diversité, pour son témoignage et son engagement en ton nom, au service de la Vie. Nous te prions pour les partenaires de notre communauté ACO, pour notre coopération et communion afin qu'elle soit toujours guidée par ton amour.
Seigneur, avec espérance nous te remettons tous ceux qui œuvrent pour la paix, la justice et la vérité.



Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud © ACO

«Servir par les livres» : une nouvelle saison pour la CLCF

Depuis le 1er septembre, Maïeul Rouquette a pris la suite de Joan Charras-Sancho comme directeur de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF), association missionnaire fondée par le Défap et le DM au service des Églises et des institutions de formation théologique protestantes francophones à travers le monde. Comme l'indique son slogan, « Servir par les livres », elle a pour vocation d'équiper les bibliothèques théologiques d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en ouvrages de qualité.



Maïeul Rouquette, nouveau directeur de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone © CLCF

Il faisait partie, en juillet dernier, des participants de la session de formation des futurs envoyés du Défap. En ce mois de septembre 2022, le voici à pied d'œuvre : Maïeul Rouquette est le nouveau directeur de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF), succédant à Joan Charras-Sancho, qui est désormais dans la paroisse réformée francophone de Zürich. Les activités ne manquent pas : rencontres avec les différents partenaires en France et à l'international ; immersion dans les différents aspects administratifs de l'association ; tri des livres offerts à la CLCF durant l'année 2022 et aménagement des locaux…

Né en 1990, Maïeul Rouquette a déjà eu de nombreuses casquettes, et ce poste de directeur de la CLCF est la poursuite d'un parcours riche, marqué par de nombreux engagements : associatifs, solidaires… Parmi ces convictions affirmées, il y a la nécessité de défendre les droits de l'homme. La nécessité d'agir pour la sauvegarde de la création, dont il est un militant passionné. Chrétien actif, il était déjà à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne lorsqu'il était encore étudiant en Histoire du Christianisme à Strasbourg, dans les années 2012. Depuis, il est devenu théologien : il a soutenu en mai 2017 une thèse de doctorat sur la construction des origines apostoliques des Églises de Crète et de Chypre à travers les figures de Tite et de Barnabé. Ce qui lui a valu le Prix Constantin Valiadis des amitiés gréco-suisse… Il a ensuite, de 2017 à 2021, participé au projet « Éditer la littérature apocryphe chrétienne » ayant en charge l'édition des Actes de Barnabés grecs et latins. Il a également été animateur jeunesse pour l'Église catholique du canton de Vaud. Mais également coordinateur de camp d'été en astronomie… Esprit toujours actif aux multiples facettes, et attentif à mettre en accord ses actes et ses convictions, il est également très versé en informatique. Ce qui l'amène à s'intéresser de près aux questions de sécurité des sites internet et de protection des données personnelles… et aux possibles risques de mise en cause des libertés ou de

discrimination que représente le recours croissant au numérique, notamment dans l'espace public. Militant des logiciels libres, féru du langage LaTeX, principalement utilisé pour des publications scientifiques, notamment lorsqu'il s'agit d'intégrer dans un document des équations qu'un traitement de texte classique ne permettrait pas de correctement mettre en forme, il a rédigé un manuel : « LaTeX appliqué aux sciences humaines », publié sous Licence Creative Commons 3.0 et dont la version numérique est en téléchargement gratuit, et il est encore aujourd'hui le principal mainteneur du package reledmac du logiciel LaTeX. C'est donc cet homme-orchestre qui a pris la suite de Joan Charras-Sancho pour assurer le fonctionnement de la CLCF…

Ce que fait la CLCF



Une des formations organisées par la CLCF à destination des personnels de bibliothèques universitaires des facultés de théologie © CLCF

Organisme discret mais actif, la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone est à la jonction entre les milieux protestants et universitaires de France, de Suisse et de nombreux pays. On retrouve ainsi dans son conseil d'administration Philippe Wasser, représentant de DM et Claire-Lise Lombard, représentante du Défap. La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique (Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes. Avec des croisements réguliers avec les activités du Défap : c'est ainsi qu'en Haïti, elle a pu agir sur le terrain via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.



Des ouvrages reçus par la CLCF et qui doivent être triés avant d'être envoyés vers des bibliothèques d'Afrique, des Caraïbes ou du Pacifique… © CLCF

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. Ce service organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. On trouve aussi au Cameroun la FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, qui après avoir proposé des sessions de formation, s'est étoffée

avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente de ces équipes locales, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, propose une formation intensive d'auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Courrier de mission : conseils d'un ancien envoyé à ceux qui hésitent à partir

Élie Olivier, 24 ans, est un ancien envoyé du Défap à Madagascar : il était parti en 2019 en tant que service civique. Une mission qui a durablement influé sur sa vie et sur sa vision du monde, comme il l'explique au micro de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Son conseil pour celles et ceux qui envisageraient de s'engager ainsi auprès du Défap, mais se posent encore la question : « N'hésitez pas ! »



Élie Olivier photographié au cours de sa mission à Madagascar
© Défap

C’était il y a trois ans : Élie Olivier, ayant achevé des études d’astrophysique, partait pour Madagascar pour une mission d’animateur linguistique – échanges interculturels à Antsirabe. Il avait le statut de service civique, et avait suivi en juillet la formation pour les envoyés dispensée par le Défap. Quelques mois plus tard éclatait une crise aux retentissements mondiaux : la pandémie de Covid-19. Élie, comme beaucoup d’autres Français en mission à l’étranger, devait interrompre prématurément son séjour, mettre fin à ses activités sur place, couper toutes les relations établies à Madagascar… et rentrer en France avec un fort goût d’inachevé. Et pourtant, en dépit de ces conditions si défavorables, il garde une image très positive de son passage à Madagascar. Au point que cette mission a changé sa manière de voir le monde, ses engagements, et même ses choix professionnels et de vie. Ce qui démontre bien la force de ce qui se vit au cours de la mission d’un envoyé… Invité de Marion Rouillard pour

l’émission « Courrier de mission – le Défap », il témoigne, et donne aussi des conseils aux futurs envoyés qui pourraient hésiter encore…

Un jeune envoyé du Défap à Madagascar raconte, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 juillet 2022 sur Fréquence Protestante

Ainsi, parlant de la mission elle-même – cette mission si brutalement écourtée – il évoque « six mois merveilleux » passés à Madagascar avant son retour en France. Il travaillait au centre Akanysoa, à Antsirabé, une ville qui se situe dans le centre de Madagascar : c’est à la fois un orphelinat et une école primaire. Son activité était donc double elle aussi : à l’école, pendant les journées de la semaine, il était assistant de français ; les soirs et les week-ends, il faisait de l’animation pour les enfants de l’orphelinat. Il était ainsi en relation avec une centaine d’élèves scolarisés dans la partie « école » du centre centre Akanysoa, et avec une vingtaine d’enfants au sein de l’orphelinat, pour lequel il développait des activités aussi diverses que des ateliers de piano, de solfège, d’échecs… Mais son séjour ne s’est pas limité à Antsirabé : il a aussi eu l’occasion, en-dehors des tâches liées à sa mission, de voyager dans des lieux très divers, jusqu’à Tamatave ou à l’île Sainte-Marie, au large de la côte est de Madagascar, près de la ville d’Ambodifotatra.

S’il avait des conseils à donner aux prochains envoyés, ou plutôt à ceux qui hésitent encore à s’engager avec le Défap, ce serait de se lancer : « On a une chance assez incroyable en France d’avoir des dispositifs comme le service civique, le Volontariat de Solidarité internationale, qui donnent l’occasion de partir découvrir un autre pays. » Et il souligne

l’importance des rencontres faites à l’occasion de telles missions, l’opportunité de développer « des compétences très diverses : adaptation, pédagogie, prise de recul »… Pour lui, « il ne faut pas hésiter à y aller ». Et en profiter pour « apprendre la langue locale », « essayer de s’intégrer »… Car se retrouver ainsi au loin, et dans la position de l’étranger qui a tout à apprendre, « change aussi le rapport à l’altérité ».

Partir en mission, ça « change le rapport à l’altérité »

Au cours de cet entretien, Élie souligne aussi l’importance du rôle du Défap tout au long de la mission, et au-delà : car une mission commence bien avant l’envoi, avec une série d’entretiens qui s’étalent sur plusieurs mois avant la sélection des candidats, et se prolonge bien après, avec une « session retour » organisée généralement au cours du mois d’octobre suivant le retour des volontaires. Ce rôle comporte une préparation au départ, avec une formation dispensée aux futurs envoyés par le Défap, qui comporte des thèmes cruciaux comme les relations interculturelles, la communication non-violente… Ensuite, « pendant la mission, on est suivi, témoigne Élie : des membres du Défap viennent sur place ». Et quant au « debriefing » qui a lieu au cours de la session retour, Élie souligne son importance pour « faire sortir ce qui n’était pas forcément sorti auparavant ». Car il n’est « pas forcément évident de raconter ce qu’on a vécu une fois de retour en France. Cette journée de retour permet vraiment de faire le point sur ce qu’on a aimé ou pas, ce qui nous a surpris… » Et de se rendre compte, aussi, que même si tous les envoyés vivent « des missions très différentes », il y a dans le parcours de tous les volontaires du Défap « des points communs », des similitudes dans ce qu’ils expérimentent…

Aujourd’hui encore, Élie a gardé des contacts avec le Défap : il évoque des visites régulières pour prendre auprès de l’équipe des nouvelles des prochaines missions, ou des

nouveaux projets. Pour sa part, son aventure malgache lui a permis de prendre conscience de l'importance de se consacrer, dans sa vie professionnelle, à des enjeux qui lui tiennent à cœur, liés notamment à l'environnement, au développement et à l'accès à l'énergie. Et elle l'a convaincu de mieux connaître l'Afrique, un continent sur lequel son travail l'amènera à voyager : « 55 pays à découvrir… même si je garde forcément un attachement pour Madagascar ».

Karlsruhe 2022 : les 10 Assemblées du COE en images

Alors que ce 31 août marque l'ouverture de la 11e Assemblée générale du Conseil Œcuménique des Églises (COE), un événement auquel sera présent le président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, retour sur l'histoire du COE à travers ses dix précédentes Assemblées, depuis celle d'Amsterdam, en 1948.



10e Assemblée du COE, Busan, République de Corée, 2013 © Joanna Linden-Montes/COE

Le Conseil Œcuménique des Églises trouve ses origines dans le mouvement œcuménique des XIXème et XXème siècles, dont la Conférence missionnaire d'Édimbourg en 1910. En 1937, les dirigeants d'une centaine d'Églises avaient conjointement exprimé leur volonté de créer une organisation internationale commune. En 1948, et après la Deuxième Guerre mondiale qui avait freiné ce mouvement, ce sont 147 dénominations chrétiennes qui se sont réunies pour la première Assemblée générale à Amsterdam, qui devait marquer la naissance officielle du COE. Aujourd'hui, ce sont pas moins de 352 Églises qui en sont membres, représentant plus de 580 millions de chrétiens présents dans toutes les régions du monde. Avec des motivations d'abord spirituelles, mais aussi en prise avec les grands problèmes du monde, ce que les dirigeants politiques n'ignorent pas : en témoigne la présence, en ce 31 août à Karlsruhe, du président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui doit prononcer l'allocution d'ouverture.

Également sur place, le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, doit s’adresser à l’assemblée lors de la journée d’ouverture.

À cette occasion, le Conseil Œcuménique des Églises diffuse une rétrospective sur les dix Assemblées précédentes, à travers série de courtes vidéos destinées à partager l’esprit de chaque assemblée et à rappeler le contexte mondial dans lequel elle s’est déroulée. Comme le note le narrateur, depuis « l’importance croissante du COE sur la scène internationale » en 1954 à Evanston jusqu’à la première assemblée à se tenir hors d’Europe occidentale ou d’Amérique du Nord en 1961 à New Delhi, les assemblées du COE ont accompagné le monde à travers de nombreuses crises.

1. Amsterdam, 1948 : « Le désordre de l’homme et le dessein de Dieu. »

Cette première Assemblée se tient trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le monde est dévasté ; on compte des millions de personnes déplacées ou réfugiées. En Asie, les pays colonisés par les Européens luttent pour affirmer leur

indépendance. La Chine est au seuil de la révolution. On perçoit déjà les premiers frémissements de la guerre froide. Et à Amsterdam, issus de nations qui, quelques années auparavant, étaient en guerre les unes contre les autres, des délégués de 147 églises représentant 44 pays se réunissent pour fonder le Conseil Œcuménique des Églises.

2. Evanston, 1954 : « Le Christ, espérance du monde. »

Six ans après la fondation du Conseil Œcuménique des Églises à Amsterdam, les délégués se réunissent en août 1954 à Evanston, dans le Grand Chicago, pour la deuxième Assemblée du COE. C’est la première et la seule fois qu’une assemblée du COE se tient aux États-Unis – un pays en proie à l’époque à la peur du communisme, à la rivalité avec l’Union soviétique et à l’agitation sociale entourant le mouvement des droits civiques.

3. New Delhi, 1961 : « Jésus-Christ, lumière du

monde. »

En novembre 1961, les délégués du Conseil Œcuménique des Églises se retrouvent pour la troisième fois : la rencontre a lieu à New Delhi, la capitale de l’Inde. C’est la première Assemblée à avoir lieu en dehors de l’Europe occidentale ou de l’Amérique du Nord. Un choix qui reflète l’importance croissante et l’implication de plus en plus marquée dans les affaires internationales des nations nouvellement indépendantes d’Asie et d’Afrique.

4. Uppsala, 1968 : « Voici que je rends tout nouveau. »

1968 est une année de troubles partout dans le monde. La guerre du Vietnam fait rage, tout comme le conflit du Biafra au Nigeria. Le mouvement des droits civiques aux États-Unis est à son apogée. En Tchécoslovaquie, le Printemps de Prague cherche à promouvoir un « socialisme à visage humain » – une expérience audacieuse qui sera interrompue par l'invasion soviétique. Partout, des jeunes manifestent dans les rues – de Paris, Berlin et Francfort à Mexico et Tokyo. En Afrique du Sud, un nouveau Conseil sud-africain des Églises prépare un « message au peuple » dénonçant l'apartheid.

5. Nairobi, 1975 : « Jésus-Christ libère et unit. »

En 1975, des délégués du monde entier se réunissent à Nairobi, au Kenya, pour la 5ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises, la première assemblée à avoir lieu en Afrique, un continent où le christianisme connaît une croissance rapide. Avec plus de 650 délégués votants, l’assemblée se caractérise par une plus grande diversité géographique, confessionnelle et culturelle et par une plus grande représentation des pays du Sud que jamais auparavant.

6. Vancouver, 1983 : « Jésus-Christ, vie du monde. »

Il est presque minuit le vendredi 5 août 1983 – la veille du 38ème anniversaire de l’explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, au Japon. Sur le campus de l’Université de la Colombie-Britannique à Vancouver, des milliers de participants à la Sixième Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises sont réunis depuis le début de soirée sous une tente en témoignage public pour la justice et la paix. Soudain, à la surprise générale, Mgr Desmond Tutu apparaît, tout juste arrivé après avoir été autorisé à voyager par les autorités sud-africaines. « Si Dieu est pour nous », dit Tutu, symbole de la lutte pour la justice, la réconciliation et la paix, « qui peut être contre nous ? »

7. Canberra, 1991 : « Viens, Esprit Saint ; renouvelle toute la création. »

La 7ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises innove à travers son thème, le premier à être axé sur l’activité de l’Esprit. C’est aussi la première fois que le thème de l’Assemblée prend la forme d’une prière, et que la création y occupe une place prépondérante. Cette évolution est due aux engagements pour la justice, la paix et l’intégrité de la création lancés lors de l’assemblée de Vancouver huit ans auparavant et qui ont abouti à un rassemblement mondiale à Séoul un an avant cette Assemblée de Canberra. Ce thème reflète également une prise de conscience croissante que toute la création est menacée par la pauvreté, l’injustice, la guerre et la pollution qui ont tant marqué la vie sur la planète.

8. Harare, 1998 : « Tournons-nous vers Dieu dans la joie de l’espérance. »

« Pour nous, en Afrique du Sud et australe, et en fait pour l’ensemble du continent, le COE a toujours été connu comme le champion des opprimés et des exploités » : telles sont les paroles prononcées par Nelson Mandela, dans l’un de ses derniers actes publics en tant que président sud-africain, s’exprimant lors des célébrations du 50ème anniversaire du Conseil œcuménique des Églises lors de sa 8ème Assemblée à Harare, la capitale du Zimbabwe, en décembre 1998.

9. Porto Alegre, 2006 : « Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce. »

La première Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises au XXIème siècle se réunit en 2006 à Porto Alegre, une ville de 1,3 million d’habitants dans le sud du Brésil. C’est la première Assemblée à se tenir en Amérique latine, une région du monde confrontée à des défis sociaux, ethniques, économiques et politiques, et à un moment où les peuples de la région cherchent des alternatives à la mondialisation économique et financière.

10. Busan, 2013 : « Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix. »

Soixante ans après l’armistice de 1953 qui a apporté une trêve à la guerre de Corée, le Conseil Œcuménique des Églises se réunit pour sa 10ème Assemblée à Busan, à la pointe sud de la péninsule coréenne. La réalité de la séparation persistante de la Corée entre deux entités antagonistes, le Nord et le Sud, est rappelée aux délégués lorsque plus de 800 participants se joignent à un pèlerinage de paix jusqu’au mont Dora et Im-jin-gak, à sept kilomètres de la ligne de démarcation militaire.

Courrier de mission : partir en mission, pour soi-même et pour les autres

L’approche du mois de septembre va marquer le début des premiers départs des envoyés du Défap qui ont participé

à la session de formation de juillet 2022. L'occasion de revenir sur l'importance de cette formation pour se préparer au contexte, à la culture et aux enjeux des missions que les volontaires trouveront bientôt sur place. Retour sur ce qui fait la spécificité du Défap à travers l'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 16 août 2022 sur Fréquence protestante. Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, était au micro de Marion Rouillard.



Un moment de la session de formation 2022 des envoyés du Défap © Défap

Les voici au mois de juillet dernier : penchés sur leurs ordinateurs, studieux, occupés à suivre l'un des modules de formation du Défap… Depuis, l'été a passé, et la rentrée qui approche va donner le signal des premiers départs. Les futurs envoyés du Défap vont bientôt s'envoler pour l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Liban, Madagascar, la Tunisie… Les envois s'échelonneront sur plusieurs semaines, au gré de la durée prévue de leur mission, des procédures nécessaires pour partir de France (elles se sont notablement alourdies depuis les restrictions provoquées par l'épidémie de Covid-19), des modalités d'accueil sur place… Cette année, les envoyés du Défap sont onze en tout, avec des expériences très

différentes de l'engagement à l'étranger et des profils très divers. Les âges vont de 21 à 58 ans ; certains partent avec le statut de service civique, d'autres en tant que VSI (Volontaires de Solidarité Internationale)… Mais tous auront eu l'occasion de se retrouver pendant une dizaine de jours au 102 boulevard Arago pour suivre une même formation, destinée à les préparer à la fois à leur future mission et aux défis qui les attendent ; une formation qui est une marque de fabrique du Défap.

Cette période de rentrée, prélude aux départs, est l'occasion de revenir sur la formation des envoyés dispensée par le Défap. Au cours du mois d'août, Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, a été l'invitée de Marion Rouillard dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Comme elle a pu le souligner, cette session commune à tous les envoyés, qui se déroule traditionnellement durant la première moitié du mois du juillet et au cours de laquelle tous les candidats au départ se retrouvent au 102 boulevard Arago, à Paris, est « une marque de fabrique de notre institution : on ne part pas seulement en mission pour soi-même ; on s'inscrit dans un projet ». Cette période passée en commun au siège du Défap est, entre autre, un moment clé pour permettre à tous de prendre conscience de cette histoire longue et de ces relations tissées depuis longtemps par-delà les cultures et les frontières dans lesquelles les envoyés vont s'inscrire.

Comment se passe la formation et le suivi des "envoyé·e·s", émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 16 août 2022 sur Fréquence Protestante

Laura Casorio a aussi eu l'occasion de détailler cette période

si particulière qui précède l'envoi en mission : période cruciale, même si elle n'est pas la plus visible. Ainsi, pour le Défap comme pour les candidats au départ, « la mission est beaucoup plus longue que ce qui se passe sur le terrain », rappelle-t-elle au micro de Marion Rouillard. « Elle commence au moment de la validation de la candidature, et se termine au moment où l'on se dit au revoir après la session retour ». La session de formation proprement dite est ainsi l'aboutissement d'un processus qui dure plusieurs mois : le recrutement est ainsi scandé par une série d'entretiens successifs avec la CEP, la Commission Échange de Personnes ; un temps nécessaire pour que les candidats au départ puissent s'interroger sur leurs motivations au départ, sur les missions qu'ils et elles seront amenés à accomplir.

« La mission dure beaucoup plus longtemps que ce qui se passe sur le terrain »

Au cours de la formation proprement dite, souligne Laura Casorio, « nous consacrons beaucoup de temps aux enjeux de l'interculturel : d'abord avec des sociologues, pour fournir aux envoyés des grilles de lecture des paramètres à prendre en compte lors des relations sur place ; pour les préparer aux relations avec d'autres croyances, aux relations avec l'autre et avec ses manières différentes de communiquer ; pour les préparer aux manières différentes de gérer les conflits… » Cette période est aussi l'occasion de faire « un travail sur leurs motivations », sur leurs manières de se ressourcer : il est important de savoir doser les efforts sur la durée, d'où la nécessité aussi de « bien se connaître pour savoir comment réagir face à des situations qui peuvent être inattendues ». Enfin, la formation est aussi un temps indispensable pour fournir avant le départ « des conseils pratiques, administratifs, des informations sur le contexte de la mission »…



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Cette période de formation s'inscrit dans tout un contexte : non seulement elle suit une période longue de sélection des candidatures, mais elle se prolonge ensuite par un suivi régulier des envoyés pour pouvoir évaluer la manière dont ils s'adaptent au contexte qu'ils trouvent sur place, comment ils s'approprient la mission et s'y inscrivent… Et même après le retour en France, les envoyés seront invités à revenir au Défap (généralement au cours d'un mois d'octobre suivant leur retour) pour participer à une séance de « debriefing », échanger sur ce qu'ils auront découvert et vécu sur place, envisager l'avenir, à la fois sur le plan personnel et en lien avec les partenaires qu'ils auront découverts en cours de mission, notamment le Défap lui-même… Une dernière étape elle aussi importante, car autant les attentes des uns et des autres diffèrent au moment du départ, autant la manière d'envisager les suites de la mission sont nombreuses.

Comme le souligne Laura Casorio, l'envoi en mission par le Défap s'inscrit dans un dispositif d'État, avec des obligations propres, notamment en ce qui concerne le respect de la laïcité : ainsi, le Défap envoie en mission des volontaires aux profils très divers. Ils peuvent être « médecins, enseignants, ingénieurs »… Certains peuvent être protestants, d'autres non. Certains sont jeunes et ne sont jamais partis à l'étranger, d'autres au contraire ont déjà eu l'occasion de vivre hors de France pour des périodes plus ou moins longue… Certains partent seuls, d'autres en couple voire en famille. Beaucoup envisagent de revenir en France, soit pour y poursuivre une activité professionnelle, soit pour y reprendre des études, et cette période « d'atterrissage » après la mission est une étape à ne pas négliger. D'autres, enfin, voyageurs au long cours, envisagent plutôt de passer de longues années, voire toute leur vie à l'étranger. Pour tous ces profils, le Défap ne dispense donc pas une formation technique : il s'agit, avant de partir, « de donner des outils pour faciliter les relations sur place ». Et permettre que cette période de l'envoi en mission ouvre sur autre chose – ce qu'il s'agira de découvrir sur place : car on revient toujours différent de ce que l'on était au moment du départ. « Les échanges, ça vous change »…

COE : plus de 3000 chrétiens du monde entier ont rendez-vous à Karlsruhe

La 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises va

se tenir à Karlsruhe, en Allemagne, du 31 août au 8 septembre, sur le thème : « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». Elle sera accueillie par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers.



Entre 3000 et 4000 chrétiens du monde entier sont attendus d'ici fin août à Karlsruhe, en Allemagne, pour la onzième assemblée du Conseil œcuménique des Églises. Réunissant des représentants d'Églises de plus de 120 pays, cette assemblée, qui aura lieu en Europe pour la première fois depuis 1968, se tiendra sur le thème « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». La précédente Assemblée avait eu lieu en 2013 à Busan, en Corée.

Parmi les organisations chrétiennes internationales, le Conseil œcuménique des Églises est un « poids lourd » : une communauté de 352 Églises, représentant plus de 580 millions de chrétiens. Les Églises membres du COE sont présentes dans toutes les régions du monde et comprennent la plupart des

Églises orthodoxes, ainsi qu'un grand nombre d'Églises anglicanes, baptistes, luthériennes, mennonites, méthodistes, moraves, réformées… L'Église catholique n'est pas membre, bien qu'elle collabore pour certains sujets. L'Assemblée est l'organe législatif du COE : elle représente le seul moment où l'ensemble de la communauté fraternelle des Églises membres se retrouve en un même lieu dans la prière et la célébration. Ainsi l'Assemblée du COE est-elle la réunion d'Églises la plus vaste et la plus diverse au monde. En voici une présentation en vidéo par Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR :

La création du COE remonte à 1948. Si plusieurs mouvements œcuméniques existaient déjà au début du XXe siècle, c'est en 1920 que le patriarcat de Constantinople – orthodoxe – lança un appel pour la création d'une « Société des Églises », sur le même principe que la Société des Nations, créée quelques mois plus tôt. En 1937, des représentants de plus de 100 Églises manifestaient leur volonté d'un Conseil œcuménique des Églises. La guerre devait retarder le projet de plusieurs années. Mais dès sa naissance, le COE a affirmé son poids sur la scène internationale, en ajoutant à ses préoccupations

spirituelles un rôle ouvertement politique : ainsi, tout au long de la Guerre froide (1947-1991), il a servi de lieu de rencontre au dialogue Est/Ouest. En 1969, le Conseil s'est aussi engagé contre le racisme et a fortement contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique australe. Aujourd'hui, Le COE agit dans différents domaines :

- La solidarité, le secours caritatif aux sans-abri, aux migrants, aux prisonniers et le respect de la dignité humaine.
- La consolidation de la paix dans les pays et régions instables.
- L'aide au développement des pays du tiers-monde.
- La formation des personnes impliquées dans le mouvement.

Pour cette année encore, les sujets internationaux difficiles ne manqueront pas. Ce sera le cas de la guerre en Ukraine : des délégations de l'Église orthodoxe russe et de l'Église orthodoxe d'Ukraine sont d'ailleurs attendues. Alors que la guerre de la Russie contre l'Ukraine se poursuit depuis le 24 février dernier, une délégation du COE conduite par le secrétaire général par intérim, le père Ioan Sauca, s'est récemment rendue en Ukraine pour y rencontrer des représentants des Églises locales et des institutions gouvernementales s'occupant de questions religieuses. Ce sera également le cas de la sécularisation croissante des sociétés européennes ; ou encore de la justice climatique et de la sauvegarde de la création : le père Ioan Sauca souligne d'ailleurs lui-même que la première plénière thématique du rassemblement se tiendra le 1er septembre, journée célébrée par les Églises du monde entier comme le Jour de la création, et marquant le début du « **Temps pour la création** » qui donne l'occasion chaque année, pendant un mois, à tous les chrétiens du monde d'affirmer leur engagement écologique. Le père Ioan Sauca confie « qu'à l'Assemblée, il sera demandé aux dirigeant-e-s d'agir maintenant pour prendre soin de notre planète commune, la Terre ».

Le programme et les attentes

Voici le programme des plénières qui scanderont cette 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises :

- **Le sens de l'amour de Dieu incarné en Jésus-Christ : la réconciliation et l'unité.** (*Jeudi – 1er septembre*)
- **L'Europe : au-delà du colonialisme et de la guerre, vers la solidarité, l'hospitalité et la paix.** (*Vendredi – 2 septembre*)
- **Affirmer la plénitude de la vie.** (*Lundi – 5 septembre*)
- **Affirmer la dignité humaine et notre humanité commune.** (*Mardi – 6 septembre*)
- **L'unité**. (*Mercredi – 7 septembre*)

Mais ce programme ne rend qu'imparfaitement compte de tout ce que représente une Assemblée du COE : car c'est d'abord une réunion spirituelle, de prière et d'étude de textes bibliques, avec des rencontres en petits groupes le matin, par confessions le soir, des temps de chants et de prières ; des « **conversations œcuméniques** » réunissant divers délégués sur 23 thèmes ; pour les visiteurs, des ateliers consacrés à cinq thématiques : la spiritualité, la formation œcuménique, la mission et le témoignage, la justice et la paix, l'urgence climatique ; et des expositions, des manifestations… Pour avoir une idée d'une journée type d'un délégué, **en voici une présentation** faite par Claire Sixt-Gateuille, l'ancienne responsable des relations internationales de l'EPUdF.

Cette 11èmee Assemblée est accueillie en cette année 2022 par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers. Heike Springhart, évêque de l'EKIBA, et Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR, ont signé à cette occasion une déclaration commune dans laquelle ils soulignent que « beaucoup espèrent qu'à Karlsruhe, les Églises du monde donneront un signe clair d'espérance dans ce

monde en proie à la guerre et à la faim, à l'injustice et à la destruction des bases naturelles de la vie ». Cette déclaration a été diffusée **sur le site dédié mis en place par l'UEPAL** pour suivre l'événement au jour le jour.

La délégation française sera constituée : pour l'UEPAL, de Christian Albecker et Enno Strobel ; pour l'EPUdF, de Marc Boss, Emmanuelle Seyboldt, Claire Sixt-Gateuille et Ulrich Rudsen-Weinhold ; pour la FPF, d'Anne-Laure Danet et Christian Krieger. L'EPUdF **suivra régulièrement les nouvelles de l'Assemblée sur un blog**. Emmanuelle Seyboldt, présidente de l'EPUdF, y a déjà diffusé une présentation de la rencontre de Karlsruhe :

Claire Sixt-Gateuille et son successeur Ulrich Rusen-Weinhold ont aussi présenté l'Assemblée du COE et leurs attentes dans cette vidéo :

Partir avec le Défap : une aventure mesurée

À l’occasion du lancement de la session 2022 de formation des envoyés du Défap, retour sur le contexte dans lequel se placent leurs missions à travers cet article de Laura Casorio, responsable du service Relations et solidarités internationales, publié ce mois-ci dans la Presse Régionale Protestante.



L’un des lieux d’intervention du Service Fraternel d’Entraide © SFE

Partir en mission avec le Défap-Service protestant de mission est une aventure qui prend des configurations diverses au fur et à mesure que la mission prend forme. Par définition, l’aventure est un aller vers quelque chose (ou quelqu’un) que l’on ne maîtrise pas, et c’est exactement pour cette raison qu’il faut se préparer pour pouvoir mesurer les risques, mais aussi pour profiter au maximum des rencontres et des lieux. Partir avec le Défap, c’est s’inscrire dans un cadre posé, évalué régulièrement, sans pour autant en avoir la responsabilité de la maîtrise générale.

Mission personnelle…

Pendant les entretiens de recrutement ainsi que pendant les temps de formation au départ, les mots « aventure, découverte, rencontre, se découvrir, se mettre à l'épreuve… » reviennent assez souvent. C'est à partir de ça que la mission prend forme. Partir avec le Défap implique de partir pour une mission donnée, répondre aux attentes des structures qui accueillent et encadrent la mission, s'engager à la première personne au service d'un projet collectif, se préparer à reconnaître les enjeux du pays, les fonctionnements comme les dysfonctionnements…

… et projet collectif

L'histoire du Défap est faite d'hommes et de femmes qui sont partis pour des missions auprès d'autres, qui ont appris à se connaître, à dépasser les étonnements, les chocs, à bouger les limites, pour que la rencontre et la mission se passent au mieux, et pour que quelqu'un puisse prendre le relais ensuite. La mission terminée, le projet se poursuit avec d'autres, dans un temps long : relations entre Églises, riches des relations tissées par celles et ceux qui franchissent les différentes étapes du chemin et qui modifient d'autant le parcours de chacun.

Laura Casorio
Responsable du service Relations et solidarités internationales au Défap

---

Jacques Beurier : chirurgien,

protestant, et engagé auprès du Défap

Les domaines d’intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L’occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Élie, trois ans après : la mission et ce qu’elle change

Les domaines d’intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L’occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Courrier de mission :

rencontre avec l’Église Protestante de Guyane

L’émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante était consacrée à l’Église Protestante de Guyane. Avec deux invités au micro de Marion Rouillard : Jeanne Mounkala, présidente du Conseil presbytéral ; et Gérard Krebs, pasteur de retour de Guyane, où il était en mission courte, envoyé par le Défap.



Membres de l’Église Protestante de Guyane entourant Christian Seytre, président de la Ceeefe, lors de son passage à Cayenne © EPG

Une Église cosmopolite, multiculturelle, à l’image de la Guyane : c’est ainsi que Jeanne Mounkala décrit l’Église Protestante de Guyane (EPG), dont elle est la présidente. Une petite communauté d’une trentaine de familles, que le Défap a accompagnée régulièrement pendant des années à travers le financement d’un poste pastoral, et continue à accompagner à

travers des envois de pasteurs en missions courtes. Gérard Krebs, pasteur à la retraite, a été le dernier de ces envoyés en date. Tous deux ont été les invités de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » qui a été diffusée le 25 mai 2022 sur Fréquence protestante.

Sur une terre guyanaise essentiellement marquée par le catholicisme, « nous sommes la seule Église qui porte la voix luthéro-réformée », souligne notamment Jeanne Mounkala. Voilà pourquoi elle pense « qu'il y a une vraie place pour notre communauté en Guyane ». Au-delà de cet héritage luthéro-réformé, qui marque les origines de l'EPG, Jeanne Mounkala met aussi en avant sa diversité. Diversité d'origine des membres de la communauté : ils viennent aussi bien de la « France hexagonale » que de la Guadeloupe, du Congo ou du Cameroun, de Madagascar, de la Côte d'Ivoire… Diversité dans les manières de vivre leur foi, également, qui font de la petite EPG une Église ouverte : elle accueille des membres réformés, luthériens, mais aussi baptistes ou issus du milieu évangélique… Cette richesse, Jeanne Mounkala comme les membres de l'Église ont à cœur de la faire découvrir dans la société guyanaise, où l'EPG reste souvent discrète : « il y a des gens qui nous découvrent lorsque nous sommes interviewés à la radio, à l'occasion d'un reportage télévisé »… Une occasion à chaque fois de porter leur témoignage. Mais l'EPG n'en a pas moins ses propres défis.

Rencontre avec l'Église Protestante de Guyane, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 mai 2022 sur Fréquence Protestante

Le premier, comme le résume Jeanne Mounkala au micro de Marion Rouillard, c'est la difficulté à retenir ses membres et à

attirer des Guyanais. Église cosmopolite, l'EPG est aussi une « Église de transit ». « Des gens viennent au sein de notre communauté, restent trois-quatre ans, puis repartent », témoigne Jeanne Mounkala ; avec comme conséquence que l'Église « doit s'adapter tout le temps » à ce renouvellement de ses membres. Une caractéristique qui tient à son histoire : issue de l'aumônerie militaire française, l'EPG n'existe en tant qu'Église que depuis 1997. Et pendant longtemps, c'était l'aumônier protestant des forces françaises à Kourou qui était le pasteur de l'EPG. Aujourd'hui, l'Église a noué des liens dans son environnement ecclésial : d'abord avec des communautés membres de la Fédération Protestante de France, comme l'Armée du Salut, qui peut lui permettre de bénéficier de l'accompagnement d'un de ses pasteurs lors de mariages, de décès… Avec, aussi, des communautés du milieu évangélique comme l'Église du Nazaréen. Elle fait ainsi partie du Pôle Protestant de Guyane, et entretient un dialogue régulier avec l'Église catholique ainsi qu'avec la communauté musulmane.

Quant au deuxième défi, c'est celui de la visibilité. Un problème indissociable des moyens humains et matériels : l'EPG n'a pas de lieu de culte propre. Elle est hébergée par l'Église catholique, et ses cultes se déroulent à l'église Sainte-Anne et Saint-Joachim, à Rémire-Montjoly. Si les relations sont bonnes, cette absence de bâtiment attitré constitue un frein pour retenir des invités de passage. Tout comme l'absence de pasteur… Le dernier pasteur présent de manière permanente à Cayenne, c'était le pasteur Dominique Calla, qui était alors envoyé par le Défap. Mais son départ remonte à plusieurs années. Les missions courtes pour permettre un accompagnement pastoral de l'EPG « en pointillé » ne compensent pas cette absence le reste de l'année. Et elles compensent d'autant moins que l'EPG a eu, comme les Églises de France, à surmonter le choc de la pandémie de Covid-19…

« Une communauté extrêmement attachante »

C'est précisément durant cette période que Gérard Krebs a

découvert la Guyane et l'EPG. « Je suis arrivé début 2021, témoigne-t-il au micro de Marion Rouillard ; et j'ai dû respecter les 7 jours de confinement. Après, heureusement, la situation sanitaire s'est améliorée. » Dans sa vie de pasteur, il a déjà connu de telles prises de poste dans des contextes compliqués : il avait notamment passé plusieurs années à Nouméa, où il avait pris un poste pastoral juste après la tragique prise d'otages d'Ouvéa, qui avait marqué le point culminant et la fin de la période de violences que l'on baptise pudiquement les « événements » en Nouvelle-Calédonie.

À Cayenne, « j'ai pu découvrir une communauté extrêmement attachante ; petite, mais avec énormément de potentiel », souligne Gérard Krebs. « Une communauté jeune, un peu livrée à elle-même faute de pasteur titulaire depuis 2017, mais qui est toujours bien présente depuis 5 ans, et pleine d'espérance. C'était important que le Défap et la Ceeefe (la Communauté des Églises protestantes francophones) puissent témoigner leur solidarité à l'égard cette communauté par l'envoi de plusieurs pasteurs en mission courte. Cet accompagnement a permis à l'Église de traverser la période difficile de la pandémie, et de garder la flamme allumée ». Pendant qu'il était présent sur place, Gérard Krebs a pu assurer les cultes, aller à la rencontre des membres de la communauté ; mais au-delà, il a pu initier une collaboration avec la radio RCF pour renforcer la visibilité de l'EPG en Guyane. Un projet qui s'est poursuivi même après son retour en France, puisqu'une série d'émissions ont été enregistrées depuis Strasbourg pour être diffusées en Guyane tout au long de l'année. Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration entre RCF Alsace et RCF Guyane. Enfin, il a initié une collaboration avec Théovie, le service de formation biblique et théologique à distance de l'EPUdF, ainsi qu'avec la Coordination pour la formation continue de l'UEPAL, pour aider à la formation d'un petit groupe de membres de l'EPG.

La visibilité dans le paysage guyanais, « un immense défi pour l'EPG »

Mais cette question de la visibilité dans le paysage guyanais (« un immense défi pour l'EPG », comme le souligne Gérard Krebs) se heurte aussi à des spécificités locales. Comme la question des relations avec les autorités publiques. En Guyane comme dans d'autres territoires ultramarins, ce n'est pas la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 qui règle ces relations : elle ne s'y applique pas. Ce sont les décrets Mandel, des décrets-lois du 16 janvier et du 6 décembre 1939 pris par le président de la République Albert Lebrun et par le ministre des colonies Georges Mandel, qui permettent de déroger au principe de la laïcité actuellement en vigueur en France métropolitaine (à l'exception de l'Alsace-Lorraine). Ces textes permettant un financement public du culte (comme c'est le cas en Alsace-Lorraine), avec comme conséquence que les communautés qui peuvent en bénéficier y gagnent aussi une forme de reconnaissance de la part des autorités publiques. Or l'EPG n'est pas dans ce cas de figure, contrairement à l'Église catholique. Même si, du côté des catholiques comme des autres cultes reconnus, « il y a de plus en plus une volonté de se libérer du carcan des décrets Mandel », souligne Gérard Krebs : ainsi, ce soutien public à l'Église catholique se borne aujourd'hui au financement de… 11 prêtres.

Une meilleure reconnaissance de la part des autorités publiques, une meilleure visibilité et la poursuite du dialogue œcuménique et interreligieux : tels sont donc les enjeux auxquels est confrontée l'Église Protestante de Guyane aujourd'hui. Avec, au-delà, toute la délicate question des moyens à mettre en œuvre pour réussir pleinement à prendre racine dans la société guyanaise : un lieu propre pour ses cultes, un poste pastoral pourvu en permanence. Le chemin est encore long, et l'accompagnement par la Ceeefe et le Défap d'autant plus nécessaire.